

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20<sup>e</sup>) (Métro : Pyrénées)

## UNION ICI COMME LA-BAS POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Octobre  
1936

par EPSILON

Il me paraît exagéré de parler encore de la politique du Front Populaire. Parce qu'il n'y a plus, s'il y en a jamais eu, de politique du Front Populaire. Il n'est pas une question importante en matière extérieure, financière ou sociale où les éléments de cette formation électorale ne se montrent en violent désaccord. Cela s'avère particulièrement depuis plus d'un mois. Rien de plus évidant à ce sujet que les débats extraordinaires qui ont marqué le vote de la dévaluation.

Le Front Populaire et son gouvernement s'étaient engagés à ne pas la faire. Ils n'ont pu tenir cette promesse temporaire et démagogique. Depuis longtemps on pouvait se demander à quel moyen ils finiraient par se décider à recourir pour remédier à une situation économique et budgétaire redoutable, et qu'en dépit de belles assurances, les pratiques jusqu'ici suivies n'avaient nullement amélioré.

Cette dévaluation a eu pour curieux effet de coûter contre elle staliniens et réactionnaires. On a déjà vu de pareils rapprochements, notamment au 6 février 1934.

L'expédition a été d'autant plus décriée, au gré des intérêts réels, il blesse les sentiments religieux des bons Français moyens pour qui l'unité monétaire nationale est aussi sacrée que le drapeau tricolore, et qui s'estiment humiliés si les dévalues qu'ils ne possèdent pas diminuent de valeur nominale.

Si la dévaluation stimule la production, le besoin de main-d'œuvre qui s'ensuivra ne sera pas une mauvaise chose pour la classe ouvrière.

Si, d'autre part, on essaie de l'utiliser pour avilir la valeur réelle, la valeur de consommation du salaire, ce sera aux travailleurs à se défendre, avec d'autant plus de facilité que les employeurs auront davantage besoin d'eux.

Et ceci nous amène à parler de la situation absurde où les organisations syndicales et la C.G.T. sont laissé à mettre, et dont il faudra absolument qu'elles sortent.

On a discuté à la Chambre, au Sénat. Les socialistes ont proposé, les communistes ont critiqué, les radicaux ont objecté... A propos de quoi : des salaires ouvriers, d'arbitrage obligatoire à établir, et des pouvoirs à donner à cet effet.

La C.G.T. a cinq millions d'adhérents.

Est-ce l'affaire de la Chambre, du Sénat où bien la sienne de défendre les intérêts des salariés ? Est-ce l'affaire de la Chambre, du Sénat, des ministres ou bien des syndicats de faire ou de ne pas faire de conventions collectives, d'établir ou de ne pas établir d'échelles mobiles, d'employer en toutes circonstances les méthodes de défense ouvrière les plus convenables.

La C.G.T. avec ses cinq millions d'adhérents n'est-elle pas capable de mener elle-même à bonne issue les conflits ?

Ou bien ces chefs effarés, déconcertés, effrayés de leurs responsabilités ne chercheraient-ils qu'à s'en dégager, fût-ce en sacrifiant le syndicalisme lui-même.

Ces messieurs se sont chargés de toutes sortes de besognes qui n'étaient pas les leurs, ils font œuvre de politiciens. Mais c'est aux hommes politiques qu'ils font appeler pour résoudre les questions syndicales.

On comprend parfaitement le malaise qui s'est produit dans les meilleurs syndicats et la nécessité d'éviter le retour des méthodes désastreuses de l'ancienne C.G.T.U. Mais le remède proposé est cent fois pire que le mal.

La grève est une chose sérieuse et qui ne doit être déclenchée qu'à bon escient. Mais renoncer sous quelque forme que ce soit à ce droit de grève, siurement acheté, ce serait faire soi-même bénévolement ce qu'on impose par la terreur les fascismes et autres régimes de dictature.

Parmi les cinq millions de syndiqués il s'en trouvait certainement de nombreux pour le comprendre et pour rappeler les « chefs » à la décence.

EPSILON.

(Voir la suite en 5<sup>e</sup> page.)

Depuis trois mois bientôt d'une lutte sans merci, l'Espagne antifasciste résiste aux forces de réaction ; depuis trois mois, le peuple espagnol, armé insuffisamment, dépourvu de munitions, tient tête à la soldatesque au prix de sacrifices inégaux. Finalement l'Espagne libérale, l'Espagne ouvrière, l'Espagne syndicaliste et anarchiste sauvera la liberté et instaurera le régime nouveau en gestation depuis longtemps dans la Péninsule Ibérique.

Nous n'en doutons pas !

Mais ici l'y aide-t-on efficacement ?

L'esprit de parti, les querelles de bouteille, le sectarisme imbécile en dispernant les efforts qui sont faits pour marquer la solidarité de la France antifasciste à sa source d'au-delà des Pyrénées n'annihilent-ils pas lesdits efforts ?

Si la révolution espagnole peine tant pour vaincre n'est-ce pas un peu notre faute ?

C'est beaucoup notre faute !

Si, depuis trois mois que le sang coule là-bas, nous avions su, ici, nous unir et bloquer les initiatives, les résultats de notre solidarité envers l'Espagne révolutionnaire auraient été autres et le fascisme espagnol serait défait déjà.

Mais l'erreur d'hier doit-elle être encore l'erreur de demain ?

Non ! Pas du fait de notre volonté en tout cas !

Puisque nos petits moyens sont sans rapport avec le combat géant dans lequel nos amis ibériques se surpassent, sortons de nos petits cercles, agrandissons notre champ d'action. Formons un vaste comité qui aura pour but de coordonner les efforts, de les amplifier et de faire que le peuple de France à l'appel du peuple d'Espagne soit en état de répondre par un PRESENT retentissant.

L'UNION ANARCHISTE.

NOTA. — Afin de concrétiser sa proposition, de donner corps et vie intense à son initiative, la Commission administrative de l'Union Anarchiste charge les camarades Lecoin, Anderson, Faucier, Le Meilleur de se mettre immédiatement à l'œuvre dans la voie qu'elle vient d'indiquer. La Commission administrative ajoute qu'elle ne rompt pas le front commun amorcé dans le Comité anarchosyndicaliste, elle veut l'étendre au contraire ; elle espère que ledit Comité approuvera sa tentative et adjoindra un militant comme Besnard au secrétariat du Comité pour l'Espagne libre.

## Écrasons l'Infâme !

par Sébastien FAURE

Offrir à nos amis d'Espagne le don de notre solidarité instinctive et sentimentale, réfléchie et consciente, c'est bien ; leur apporter celui de notre concours effectif, de notre solidarité agissante et efficace, c'est mieux.

Ceux qui se battent pour défendre leur liberté — et, aussi, la nôtre — sont certainement très touchés des encouragements que nous leur adressons, de l'affection fraternelle que nous leur témoignons et des vœux ardents que nous formons pour qu'ils écrasent les odieux représentants de l'exécrable Fascisme.

Mais ils sont en droit d'attendre de nous que nous apportions, au surplus, un concours matériel et efficace à l'immense effort qu'ils accomplissent avec un hérosisme vraiment prodigieux.

Nous avons donc le devoir de leur venir en aide par tous les moyens et de toutes les façons.

Que pouvons-nous, que devons-nous faire qui leur soit un appui positif et opérant ?

En apparence nous ne pouvons que peu de chose ; en réalité, nous pouvons beaucoup

Nous devons tout d'abord dénoncer les mensonges et les calomnies propagés par la presse vendue : la vendue est bien le mot, car cette presse paie en services ignobles l'argent qui lui versent les caisses abondamment alimentées de la canaille capitaliste et du banditisme fasciste.

Matin et soir, les journaux quotidiens qui appartiennent à cette presse immonde, propagent, à des millions d'exemplaires, les calomnies les plus basses sur les ouvriers et paysans d'Espagne et couvrent de fleurs comblent d'éloges les misérables généraux qui se proposent de ramener les travailleurs espagnols aux temps maudits de l'Espagne courbée sous le joug écrasant des militaires, des moines, des détenus de la Richesse et du Pouvoir.

Il fut un époque où, à Paris, les gars des faubourgs organisaient, contre les valets de plume qui s'essaient à vomir l'injure et à distiller la calomnie, les expéditions punitives dont les militants de ma génération n'ont pas perdu le réconfortant souvenir. L'action directe devenait, dans les quarante-huit heures, la riposte brutale qu'appelait l'éccœurante attitude de cette valetaille.

On ne luit pas ces gens-là : leur peau ne valait pas qu'on jouât la sienne.

On leur secouait vigoureusement les oreilles, on leur bottait le derrière, on leur allongeait quelques claques bien appliquées, on leur mettait les yeux au beurre noir, d'un solide coup de tête sur l'estomac, on leur coupait la respiration durant quelques secondes, et la danse s'achevait sur une abondante distribution de girofées à cinq feuilles.

C'était tout ; mais la correction accompagnait de la menace d'une rosée un peu plus corsée en cas de récidive suffisait, du moins pour un temps, à éloigner ces misérables stigmates du scandale de leurs mensonges, du crime de leurs calomnies.

Le sens révolutionnaire est-il mort, est-il agonissant dans ce pays ? Le prolétariat parisien a-t-il définitivement renoncé à la pratique de l'action directe, à l'exercice de la « chaussette à clous » ?

Nos amis révolutionnaires d'Espagne ne méritent-ils pas qu'on les défende contre les vomissements, qu'on leur épargne les déjections de ces mercenaires de la plume ?

Aux mensonges intéressés de la presse dite d'information, il nous faut opposer la simple et pure vérité, c'est-à-dire l'exposé de ce que projettent, tentent de faire et font nos amis. Il nous faut attirer l'attention des ouvriers et paysans de France sur ce que réalisent les paysans et ouvriers d'Espagne ; il nous faut faire connaître dans son ensemble le laboureur gigantesque qu'ils ont entrepris, le caractère inédit jusqu'à ce jour et l'immense portée de l'expérience à laquelle ils se livrent : expérience qui administrera aux prolétaires du monde entier la preuve que, soumis à l'épreuve décisive des réalisées, l'idéal anarchiste n'est pas chimérique, qu'il repose sur la puissance créatrice des masses travailleuses trouvant, — enfin — la joie de vivre dans l'effort commun librement organisé par les producteurs eux-mêmes et dans la répartition équitable et fraternelle des produits de toute nature, nécessaires aux légitimes besoins de tous, restés divers mais devenus égaux.

Riche en exemples, fertile en enseignement.

## COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

Le comité est créé et voilà le titre, qu'après accord entre diverses organisations et personnalités, nous lui avons donné.

Le Comité pour l'Espagne libre — qui vient au monde bien trop tard, il aurait dû voir le jour au début d'août — a été favorablement accueilli partout où nous l'avons présenté. C'est un symptôme encourageant que d'avoir déjà constaté la sympathie qui lui est marquée. Le camarade Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., nous a, notamment, assuré de tout son concours.

Le Comité pour l'Espagne libre n'a pas la prétention de se substituer aux nombreux groupements qui apportent leur aide à la révolution espagnole, il veut

être le truchement qui les rapprochera, le trait d'union qui les amènera à travailler en commun.

Par l'activité qu'il dépensera, la clairvoyance et l'audace qu'il montrera dans l'action, le Comité pour l'Espagne libre veut encourager l'éulation chez les autres.

Le Comité pour l'Espagne libre ne s'imposera pas du premier coup. Mais il veut agir. Et il agira. Peut-être plus avec profit qu'avec éclat.

Le Secrétaire du Comité pour l'Espagne libre.

P. S. — Le Comité pour l'Espagne libre a son siège 203, rue d'Alesia, Paris (14<sup>e</sup>), son téléphone est Vaug. 08-79.

— Gomme adhésive, taffetas anglais, Quinine, Aspirine, Formol, Ammoniaque.  
Des vêtements : Couvertures, Vêtements de cuir, pantalons de velours, Sous-vêtements de laine, chaussettes. Des vivres : Sucre, café, thé.

### UNE LETTRE DE MARIA ASCASO

Chers camarades lecteurs du Libertaire, Avant de partir pour l'Espagne avec le premier convoi du centre de ravitaillement, je vous remercie, au nom de nos miliciens du Front de l'Aragon, pour votre acte de solidarité effectif.

Suivant vos moyens, vous avez donné pour les miliciens, et je sais que vous donnerez encore tant que la bataille ne sera pas terminée. Du fonds du cœur, et certaine d'exprimer le sentiment de mes frères en armes pour la défense de la liberté, je vous dis : Merci ! et vous demandez de continuer à déposer vos dons au Centre de Ravitaillement.

MARIA ASCASO.

Ses bureaux sont ouverts toute la journée, même le dimanche, à partir de 9 heures sans interruption à l'heure du déjeuner et du dîner et clos seulement après minuit.

Le Comité pour l'Espagne libre organise à la date du 23 octobre, le soir, une grande manifestation dans une enceinte pouvant contenir 30.000 personnes. Que tous en prennent bonne note afin d'être libres ce jour-là. Nous donnerons la semaine prochaine les détails concernant cet immense meeting.

Lisez donc ci-dessous les quelques indications quant à la façon de participer à l'activité multiple du Comité pour l'Espagne libre.

— Légumes sec, riz.  
— Conserves (de bœuf, de poisson, de pâtes, de légumes, etc...) — Pruneaux, gâteaux secs, confitures, chocolat.

Et comme superflu : beaucoup de cigarettes.

Le centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne recevra même des vêtements usagés, mais encore en bon état. Il recevra également des vêtements neufs ou usagés pour femmes et enfants.

Notre centre de ravitaillement est en relation directe avec des colonies du front et leur fera tenir par camions tout ce qui parviendra pour elles.

Amis lecteurs rendez-vous visite vite. Faites en sorte que ces convois soient nombreux.

Dès lundi soir, nous tiendrons à votre disposition des listes pour collecter toutes ces choses, et pour ramasser de gros sous. Mais vous ne nous rapporterez aucun argent ; celui que vous obtiendrez vous le convertirez en marchandises et viendrez les déposer à notre siège : 203, rue d'Alesia, Paris (14<sup>e</sup>), ouvert tous les jours, même le dimanche, de 9 heures au minuit.

Merci !

## DIMANCHE 11 OCTOBRE, A 14 HEURES 30

Salle Renée Maubel, 4, rue de l'Orient (18<sup>e</sup>). Métro : Abbesses, Blanche

## GRANDE FÊTE DU " LIBERTAIRE "

avec le concours de :

Renée DASTANG,  
Chansonnier-Cabarettière

Jane DEE,  
Diseuse Réaliste

Germaine KERJEAN,  
de la Porte Saint-Martin

Paula SANDRA,  
du Caveau de la République

MM. Charles d'AVRAY,  
dans ses œuvres

Julien BERTHEAU,  
de l'Athénée

Gaston GASSY,  
de la Vache Enragée

Marcel MACHE,  
Violoniste (de l'Opéra)

RENE-PAUL,  
de l'A. B. C.

SENAC,  
Comique

### LES " SANS SOUCY "

interpréteront deux farces du Moyen Age, entrecoupées de vieilles chansons françaises.

### La farce de Maître Mimin et La farce du Chaudronnier

Antonin BARYEL, Pierre BEREZZI, Teddy BILLIS Pierre LEPROUX et Jacques REYNIER

Jacqueline HOPSTEIN, Germaine KERJEAN

Au piano, le compositeur SAINT-SERVAN. Entrée : 6 francs. Chômeurs : 3 francs.

EN 3<sup>e</sup> PAGE :

ments, est la Révolution Espagnole. Il nous appartient de mettre en valeur ceux-ci et ceux-là.

Nous ferons comprendre ainsi le sens exact et profond de la lutte que nos amis ont engagée avec une vaillance sans égale et qu'ils poursuivent avec une indomptable ténacité. Nous ferons monter dans le cœur et descendre dans le cœur de tous les humains épis de Justice et de Liberté, que la Cause des Révolutionnaires espagnols est celle de tous les Révolutionnaires, sans distinction d'âge ni de sexe, de race ni de nationalité.

Alors, tous, pénétrés de la conviction que la défaite de l'Espagne populaire serait celle du prolétariat international et que la victoire des travailleurs espagnols sera celle de tous les travailleurs ; alors, dis-je, tous auront à cœur de se concerter, au-dessus des Patries et des frontières, dans le but :

d'une part, d'assurer à ces bâtisseurs d'un Monde nouveau tout ce dont ils ont besoin pour continuer la bataille et vaincre ; vivres, vêtements, fournitures sanitaires, armes et munitions et,

d'autre part, pour en priver leurs ennemis.

La tâche est difficile, mais il n'est pas impossible de la mener à bien. La réussite est entre les mains de la classe ouvrière de France et de partout. Il suffit que cette classe prenne conscience de ce que lui imposent et son devoir, et son intérêt immédiat, et le souci de sa prochaine libération.

Le prolétariat possède le moyen de précipiter l'issue de la Guerre qui ravage et enlève la péninsule ibérique.

Les Franco-Moles et leurs consorts ne résiste-



raient pas longtemps si les soudoyés qu'ils commandent cessaient d'être ravitaillés.

Ces bandits ont de l'argent et on me dira que, avec de l'argent, on peut tout se procurer.

C'est faux.

La classe ouvrière a le pouvoir d'annuler en fait tous les marchés conclus ou à conclure. Elle n'a qu'à se refuser, en se croisant les bras, à prendre en charge la marchandise, à la transporter, à la décharger, à la livrer à l'acheteur.

Elle peut faire cela, pour peu qu'elle le veuille. Elle peut même charger, transporter, décharger ; puis, après avoir vidé bateaux, wagons, camions, livrer la marchandise non pas à ceux qui l'ont payée ou doivent la payer, mais aux autres.

(En période révolutionnaire, la table des valeurs morales est renversée : tout est bien, qui contribue au triomphe de la Révolution.)

Il dépend des travailleurs — et d'eux seulement — que, à l'entrée et à la sortie du matériel et des produits de toute nature et des hommes qui les convoient, les portes de l'Espagne soient largement ouvertes aux amis de la Révolution et impitoyablement fermées à ses ennemis.

\*\*

L'Espagne est en Révolution. C'est sur cette scène que le rideau vient de se lever et que se joue la grandiose Epopée.

Nos amis d'outre-Pyrénées s'imposent les plus lourds sacrifices, s'exposent aux pires dangers, et ne reculent devant rien afin d'écraser l'Infaème.

« L'Infaème », c'est le Fascisme.

Révolutionnaires de France, révolutionnaires de tous les pays, alerte et debout !

Par le cœur, par la raison, par l'action, solidarisons-nous étroitement avec nos frères d'Espagne.

ECRASONS L'INFAME !

SEBASTIEN FAURE.

## Centurie Sébastien Faure

Nous continuons à recevoir les inscriptions pour la Centurie, pendant le courant de la semaine prochaine. Après la composition définitive du groupe nous fixerons les conditions du départ pour le front.

S'adresser au LIBERTAIRE ou au camarade Pierre Odéon.

## Monsieur Bailby, vous êtes un salaud

Vous estimerez qu'il est logique que je réponde au tissu de mensonges passé dans votre torchon du dimanche 4 octobre 1936 où je suis mis directement en cause, où paraît-il, je suis un agitateur, un menteur et circonstance aggravante selon vous, « Un anarchiste ».

Ah ! Monsieur Bailby, si je n'avais peur de salir mon soutien, quel bon coup de pied au cul vous mériteriez.

Anarchiste je suis, menteur non, il y a chez Sautier-Harlé ni menteurs, ni menés, il y a des ouvriers qui comprennent que les manœuvres du Comité des Forges doivent prendre fin.

Quant à vous, je tiens à vous avertir une dernière fois que si vous continuez à me taquer personnellement, une visite à votre journal s'imposera. A bon entendeur salut.

FELIX GUYARD.

## Le Général Crapular

En ébranlant aussi fortement et jusque dans leurs assises les institutions séculaires et néfastes, propriété, armée, religion qui, depuis toujours, oppriment les trois-quarts de l'humanité au bénéfice d'une poignée d'usurpateurs, le mouvement libertaire d'Espagne ne pouvait manquer de susciter les aboîtements furieux des canailles de tout poil, menacés dans leurs injustes prérogatives.

De tous les côtés de l'édifice social croulant sur ses bases, les profiteurs de l'ordre établissent au scandale. Beurogeois capons gémisant sur leurs revenus compromis, chienlit militaire étranglé de fureur, soutaniers hypocritement pleurnichards, tous bavent, hurlent, geignent, vocifèrent, dénaturant, vomissant. Et, comme il fallait pour que ce concert fut complet que s'y fit entendre la voix de la stupidité redondante et du gâtsme exacerbé, le général marquis Currières de Castelnau y mène patroiquement son hoquet sévère et chevrotant. « Ce n'est plus le Frente Popular, éructe-t-il, dans un subit éclair de génie, c'est le Frente Crapular ».

Et ce calembours approximatif ayant nécessité un effort important d'un cerveau que ni les eaux de Lourdes, ni les bénédictions papales ne parviennent à rendre hospitalier à l'intelligence, la baudruche galonnée s'affaisse dans son fauteuil d'ancêtre, visiblement fatigué et crachottant sur son scaupulaire.

La colère d'une veille baderne, prétentieuse et sotte, est toujours assez comique à voir et il est plaisant d'entendre un général déplorer des atrocités, lui dont la fonction sociale est d'en organiser. A plus forte raison quand ledit galonnard adjoint à son grade de militaire celle de catholique cent pour cent, comme si le premier charisme ne lui avait point suffi. Elevier la voix contre le crime lorsqu'on se réclame à la fois de Galilée et de Torquemada, c'est-à-dire lorsqu'on accepte le lourd passé d'exactions que l'on ait après elles l'armée et la religion, c'est prouver qu'on a perdu totalement le sens du ridicule et celui de l'apôtre des interventions.

Digne suppôt de cette bourgeoisie abjecte dont l'égoïsme sordide obnubile tout sentiment de humanité, Crapular, à l'instar des magnats cupidides et pour donner l'exemple au peuple, n'hésite point à jeter sa progéniture dans l'hercule tombe où elle fut anéantie, la science n'ayant encore inventé de projectiles capables de distinguer le rejeton du terrassier de celui du potentiel. Cependant lui, le général, sortait du combat sans une égratignure et se pavannait, gironne de ses faits d'armes.

Ayant versé à la sanguinaire patrie le capital humain constitué par les jeunes cadavres de ses fils, il tira allégrement profit de ce sacrifice par personnes interposées, n'ayant point senti, ce hobareau au cœur atrophié, toute la monstruosité d'un vieil Horace comparé à l'humaine attitude de Camille.

Aujourd'hui avec toute la rancune du castrat envers le malé, il vitupère les Espagnols qui dressent contre la soldatesque et la pré�aille le rempart de leurs propres poitrines.

De leur source, les injures que nous décrète le général Crapular ne peuvent que nous flatter et les explosions de rage impuissante que provoque son débat de gâtsme avoué nous font sourire. Ah, il a certes de quoi maugréer, le général !

Le hideux Goliath militariste arrêté par un David gourailler, la guilante pieuvre cléricale éventrée par un Goliath résolu, voilà certes de quoi faire s'étrangler de fureur tous les Crapulaires du continent et les hoquets dont se ponctue leur grotesque colère éveillent les rires goguenards des esprits libres que n'importe pas la lumière de la vérité !

Or, la moindre vérité aveugle le général Crapular. S'il n'en fallait qu'un exemple, qu'il nous soit permis de narrer sur son compte une anecdote assez cocasse et au surplus authentique.

Dernièrement, dans le texte d'une pièce récemment radiophonique par le poste des P. T. T., le vocable « cocu » fut prononcé. Ainsi, le sonnerie du téléphone retentit dans le bureau du directeur de l'émission. C'était le général Crapular en personne, un Crapular suffisamment indigné et qui interpellait en ces termes : « Allô, allô ! Ici le général de Castelnau ! Ce qui se passe est inadmissible ! Je suis à table en famille, avec mes enfants et je viens d'entendre dans le haut-parleur une expression incorrecte, obscène !... Je suis le général de Castelnau, Monsieur !... Je ne permettrai pas !... » Il écumait dans le récepteur.

Le poste des P. T. T. confia à la direction d'un autre ridicule personnage, M. Jean Perier, qui, outre son gâtsme exacerbé et son ignorance crasse, professait des opinions « Croix de Feu ». (Ché ! Marceau Piervet l'a-t-il épuré ?) se voit donc impitoyablement censuré. Tout mot « non réglementaire », tout terme non empreint d'une suffisante banalité est coupé sans rémission.

On n'aura pas joué le « Cocu Magnifique », car le général Crapular, en infériorité évidente quant au « magnifique », attaquerait le héros de la pièce pour concurrence déloyale. Ainsi donc, grâce à des complicités fascistes, le vieux crabe échappé du bénitier un chapelet aux pinces, prétend imposer à autrui sa propulsion rétrograde.

Le peuple qui seul possède de l'esprit ne le tolérera pas. Les signes de croix et genuflexions d'une ganache sur le rebout ne suffisent point à exorciser Rabelais, Mollière et Voltaire et la bonne humeur ne se pliera pas aux mœurs écclesiastiques d'un jésuite chevronné.

Ce nouvel abbé Béthléem en culottes de peau, les mains sanguinolentes et le fil aux commissures n'étoffera pas la liberté des hommes au gabarit érigé de son coeur obtus.

C'est le peuple, triomphant, pur et franc qui, culbutant d'une chiquenaude les esprits bornés et les censeurs à crucifix, fermera la gueule au général Crapular.

MAURICE DOUTREAU.

## Je suis un affreux menteur

Henri Jeanson ayant une fois de plus ridiculisé Clément Vautel, soulignant entre autres faits sa plainte en menaces de mort à propos d'un coup de pied aux fesses, celui-ci dément aujourd'hui en affirmant : « Je n'ai jamais porté plainte en menaces de mort contre les anarchistes ».

Il faudrait s'entendre. L'avocat chargé de présenter ma défense dans cette affaire détient exactement cinquante-deux coupures de presse, dont le Journal, et émanant de France, de Suisse, de Belgique et d'Algérie. Tous ces communiqués portent la mention « Menaces de mort ».

Mieux, le « Journal des Débats » qui pourtant passe pour un journal sérieux, écrit textuellement :

« M. Clément Vautel qui était accompagné de M. Ernest Charles, nous a expliqué avoir reçu d'un anarchiste une lettre récommandée le menaçant de violence et de mort. »

Quel est le menteur ? Clément Vautel ou Le Journal des Débats ?

J'espére que « L'affreux bourgeois » réussira à vaincre sa frousse pour venir s'expliquer à l'audience sur l'origine de ces fausses nouvelles.

A moins qu'il ne préfère, après avoir donné la preuve de sa veulerie, nous faire par son abstention l'aveu public qu'il est aussi menteur que capon.

Maurice Doutreau.

## Calomnies misérables

Il nous est venu qu'actuellement on tentait, par certains moyens infâmes, de jeter le discrédit sur nos camarades d'Espagne, en général, et de Catalogne, en particulier, en répandant sur leurs comptes les légendes les plus ignobles.

Nous n'en serons ni les dupes, ni les victimes. Et, qu'on le sache, nous ne tolérerons pas qu'on vilipende la C.N.T. et la F.A.I. avec le colportage d'événements imaginaires qui ne peuvent servir que les fascistes.

L'UNION ANARCHISTE.

## Un témoignage collectif

Voici ce qu'écrivit le Temps du 4 octobre, en reproduisant une dépêche Havas :

« L'ordre le plus complet règne à Barcelone, où, cependant, l'élément anarchiste domine ».

On admettra qu'en matière d'ordre le Temps s'y connaît. La caution est on ne peut plus bourgeoise.

Cependant elle ne satisfait pas certains esprits dont la promptitude à s'inquiéter des « excès révolutionnaires » est pour le moins insolite.

Quels sont ces bruits qu'on colporte de bouche à oreille dans divers milieux sur les agissements excessifs des anarchistes barcelonais à l'égard des partis du Frente Popular ? Faut-il comprendre que certains partis voudraient, de cette manière, détruire cette illusion — « qu'on ne verrait pas un jour les mars se courir d'affiches blanches pour ancerne ou ne sait quel coup d'Etat monétaire ».

Alors pour sauvegarder les apparences, et soi-disant ménager la puissance d'achat des salaires des travailleurs, on a introduit dans la loi certaines « dispositions spéciales » dont la rédaction mériterait d'être signée d'Ubu et de Brid'Oison.



## LA DEVALUATION « SANS RIEN AUTOUR »

Il est possible que la dévaluation ait été une bonne opération politique et une inévitable mesure financière. Mais il est certain qu'elle est une véritable trahison des intérêts prolétariens. Les rentes montent, mais les salaires n'ont aucune garantie de suivre le mouvement ascendant des prix intérieurs qui apparaît comme inévitables.

Blum a dû capituler devant le Sénat qui a accepté la dévaluation, à condition qu'il n'y ait « rien autour », selon le veto de Caillaux. C'est-à-dire pas d'échelle mobile des salaires, ni aucune autre compensation.

## UBU ET BRID'OISON COLLABORENT

Cependant, il fallait quand même donner une satisfaction de facace aux électeurs du Front populaire à qui Blum avait soigneusement promis — contre toute vraisemblance d'ailleurs, et nous pouvons nous flatter ici d'avoir dénoncé cette illusion — « qu'on ne verrait pas un jour les mars se courir d'affiches blanches pour ancerne ou ne sait quel coup d'Etat monétaire ».

Alors pour sauvegarder les apparences, et soi-disant ménager la puissance d'achat des salaires des travailleurs, on a introduit dans la loi certaines « dispositions spéciales » dont la rédaction mériterait d'être signée d'Ubu et de Brid'Oison.

Qu'en est-il de l'ordre :

1° Répression de la hausse injustifiée des prix à moins qu'elle ne résulte de l'augmentation de la valeur des marchandises importées ;

2° En cas de hausse notable du coût de la vie le Gouvernement, après avis du Conseil national économique et par décret pris en Conseil d'Etat, pourra organiser des procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires ayant pour objets principaux : la rédaction, l'exécution et la révision des clauses des conventions collectives relatives aux salaires.

Comme mise en boîte, faut avouer que ça se pose là.

A MOINS QUE...

Ainsi la hausse des prix sera réprimée, à moins que...

Et si le coût de la vie augmente notablement — où ça commente une hausse notable ? — le gouvernement pourra — appréciez ce pourra — pourra quoi ? organiser... des « procédures » pour réviser les clauses des conventions collectives. Mais, attention ! après avis du Conseil national économique et par décret... du Conseil d'Etat.

Avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicemar du coin changera ses étiquettes.

A moins que... ils ne se décident à employer des procédures un peu plus énergiques que celles du Conseil économique et du Conseil d'Etat.

Et avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicemar du coin changera ses étiquettes.

A moins que... ils ne se décident à empêcher les procédures un peu plus énergiques que celles du Conseil économique et du Conseil d'Etat.

Et avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicemar du coin changera ses étiquettes.

Et avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicemar du coin changera ses étiquettes.

Et avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicemar du coin changera ses étiquettes.

Et avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicemar du coin changera ses étiquettes.

Et avec ça les ouvriers ne seront pas fauchés, quand l'épicemar du coin changera ses étiquettes.

## Les spectacles à Barcelone

Il est réconfortant pour les miliciens qui descendent du front — mission ou convalescence — de voir que toute la vie économique fonctionne normalement dans le pays. Rien ne manque aux familles ouvrières et petites-bourgeoises de Catalogne et des territoires occupés par les troupes antifascistes, cela grâce à l'excellente organisation des usines, des transports et du ravitaillement par les syndicats.

Les restaurants sont pleins, les grands magasins gérés par la C.N.T. fourmillent d'acheteurs.

Un étranger arrivant d'un pays lointain et non averti de la situation ne croirait pas qu'à quelques centaines de kilomètres, parfois à quelques kilomètres de l'endroit où chacun travaille, mange et dort en toute tranquillité, les mitrailleuses crépitaient et le sort de l'Espagne se joue.

Dans chaque branche d'industrie, là où les organisations économiques des travailleurs remplacent aisément et mieux les rouages industriels et commerciaux de l'ancien régime. Ce mieux-être dans la vie du prolétariat est, à coup sûr, la meilleure garantie de la stabilité du nouvel état de choses. C'est ce que constatent indirectement les chefs factuels dans un de leurs derniers appels radiodiffusés quand ils parlent de la possibilité (?) qu'ils ont de conquérir « l'Espagne proprement dite » faisant ainsi leur deuil de la Catalogne, d'une partie de l'Aragon et du Levant.

Le Syndicat des spectacles publics en pleine tourmente révolutionnaire s'est emparé de toute l'industrie du spectacle, théâtres et cinémas.

Chaque salle possède son comité d'organisation où sont représentées les diverses catégories du personnel.

Comme premières mesures le prix des places a été réduit considérablement, le pourboire supprimé, les billets de faveur également, les salaires ont été augmentés dans de fortes proportions en même temps que les journées de travail étaient diminuées.

Mais en plus le Syndicat tente déjà de rapprocher l'art et le peuple. De grands concerts sont donnés sur les principales places de Barcelone et les chants populaires alternent avec de vastes fresques symphoniques des meilleurs compositeurs.

L'industrie cinématographique espagnole, très réduite jusqu'à présent, paraît devoir prendre une rapide extension.

Il nous a été donné de comparer deux bandes documentaires sur les milices révolutionnaires. L'une sortant des ateliers d'une entreprise étrangère bourgeoise, simples prises de vues de défilés, de groupes, de quelques détails intéressants.

L'autre entièrement fabriquée par les travailleurs du Syndicat des spectacles et celui des musiciens, avec commentaires du militant anarchiste Toryl et qui d'un bout à l'autre est parcourue d'un puissant souffle populaire.

Cela s'explique si l'on songe que l'opérateur — Adrien Porchet — vit comme militaire sur le front d'Aragon, se bat comme eux et que son appareil ne le quitte pas plus que sa carabine Winchester.

Il n'est pas exagéré de croire que le cinéma espagnol — qui en est à ses débuts — pourra en se développant conserver un net caractère social semblable à celui du cinéma russe à ses débuts.

Actuellement l'ensemble de l'industrie du spectacle vit sur le pied de guerre, c'est-à-dire que financièrement elle ne subsiste aisément que parce qu'elle néglige certains frais d'amortissement et de renouvellement du matériel, mais les résultats du début laissent l'avenir plein d'espérance.

Barcelona-Pina, 1er septembre 1936.

GH. RIDEL.

## PETITS FAITS

Plusieurs initiatives du comité local ont été prises pendant notre absence d'une quinzaine de jours.

En premier lieu la création d'un Athénée libertaire destiné à organiser l'éducation sociale de la population, possédant une bibliothèque destinée à grossir rapidement grâce aux dons de livres et de brochures qui affluent au front.

En second lieu l'exode de plusieurs centaines d'enfants pour les colonies catalanes permettant aux gosses de retrouver la joie et la santé et l'instruction dans les établissements scolaires en plein air en même temps qu'ils mettent à l'abri des bombardements toujours possibles.

Enfin un Syndicat interprofessionnel (C.N.T.) s'est créé et qui comprend la quasi-totalité de la population laborieuse (plus de six cents affiliés).

Petits faits riches d'enseignements.

Pina, 1er septembre 1936.

G. R.

## Lettre d'un combattant d'Espagne à sa compagne

Ma chère amie, dans toutes les missives tu te plains de notre « longue » séparation, et tu dis : cette guerre qui ne finit pas !... non, pauvre petite, elle ne vient que de commencer cette guerre à mort entre le fascisme et le peuple, cette guerre sans quartier, entre la tyrannie et la liberté. Voilà seulement deux mois que je t'ai quittée pour venir ici défendre la liberté, et tu es déjà désolée ? Et pourtant tu n'ignoras pas que je ne reviendrais de là-bas qu'après l'écrasement total et absolu du fascisme. Sois courageuse, ma mie. Sois la sœur de nos braves compagnes espagnoles qui, d'un effort, se sont débarrassées des préjugés et de l'esclavage séculaires. Elles luttent courageusement à nos côtés, sans jamais gémir, pleurer...

Nous devons être humains, mais forts, nous suppléer à nous-mêmes dans cette tâche si dure, si pleine de responsabilités ; nous devons être à la hauteur des heures historiques que nous vivons, dans lesquelles se déroule un drame d'une portée fantastique, qui dépasse les frontières nationales pour devenir un vrai drame international ; ignorer cela c'est autant être sourd, muet et aveugle. Dans cette guerre atroce déchaînée par ce monstre sanguinaire mille fois criminel qu'est le fascisme, avec l'intention bien déterminée de détruire totalement ce qui représente liberté, bien-être du peuple, nous les militants de la C.N.T., les ouvriers de la C.N.T., avec toutes les personnes honnêtes qui nous aident, nous ferons un monde nouveau, car, s'ils sont des destructeurs, nous, anarchistes, nous sommes les architectes d'une société belle et heureuse, et dès aujourd'hui, nous voulons traduire dans la réalité ce qui, hier, était de l'utopie.

Si tu voyais comme elles fonctionnent bien et normalement nos coopératives avec tous les articles nécessaires aux besoins du peuple, nos bibliothèques où le peuple peut lire les chefs-d'œuvre de la pensée, de la science et de l'art international, nos universités, hier biens des parasites riches, aujourd'hui

d'hui berceau de la culture et de l'éducation du peuple producteur. Car, ici, nous sommes tous des producteurs. Ici, tout le monde mange à sa faim, tout le monde s'habille à sa fantaisie, tout le monde a une maison pour se loger convenablement avec les siens ; mais, ici, tout le monde travaille.

Tandis que de l'autre côté de la barrière, chez les Franco, Mola et Compagnie, la destruction, la misère, la mort règnent partout.

Ils ne sont que des destructeurs,

des militaires professionnels, alcooliques et fâcheux, et nous, nous sommes des ouvriers, des constructeurs. Sur leur passage

ils détruisent tout, assassinent tout le monde,

des femmes, et enfants, jeunes et vieux

ceux dernièrement Irun et Saint-Sébastien

où après avoir tout détruit les Riffains se promenaient sur le pont de Béhobia avec un enfant traversé par la bâtonnette.

Et tant d'autres crimes ignobles et barbares que notre plume s'horifie à décrire.

Est-ce ainsi qu'ils commencent leur nouvelle Espagne ? Nous, sur notre passage,

nous respectons les vies. Nous déclarons

nos biens propriété commune et nous mettons

la terre, les ateliers, les usines et les outils de travail au service du peuple et

pour la guerre.

Chère compagne tu me dis : et cette guerre qui n'est pas finie !... Malheureusement, elle ne fait que commencer, et je crois que nous en avons encore pour un moment.

Je vais te dire pourquoi cette guerre n'est pas finie. Je dis plus haut que ce drame que nous vivons n'est plus un drame national, mais international. Mussolini, Hitler et le capitalisme international fournissent tout le matériel de guerre nécessaire aux fascistes espagnols, ils ont tout ce qu'ils veulent des pays capitalistes. Et pour nous ? Que font pour nous les Etats-Unis, la France et la Russie ? Rien, mille fois rien. Et je considère cette tactique de non-intervention, comme une erreur criminelle. Certes s'ils ont l'aide matérielle du capitalisme international nous avons l'aide morale et matérielle des travailleurs du monde

qui sont prêts à donner leur sang s'il le faut pour la Révolution sociale espagnole.

Tu nous dis aussi, que la presse française dit des choses sur nous. La presse ! ne me parle pas de ses bobards, ne me parle pas de cette Grande Presse Bourgeoise, à la solde des Mercier, Schneider, Marçal, Franco et Mola et tous les boîteux du peuple et tous les pirates de grand chemin.

Le conseil est composé de 3 représentants de la C.N.T., 3 représentants de l'U.G.T. (Centrale syndicale de tendance marxiste), 3 représentants de la gauche catalane et 1 représentant du P.O.U.M. (communistes dissidents n'adhérant pas à la III<sup>e</sup> Internationale).

Le comité central des milices qui, depuis le 19 juillet, était l'expression vivante de l'unité de toutes les forces antifascistes a transmis ses fonctions au nouveau conseil et s'est dissout.

Ainsi, l'ordre nouveau qui s'élabora en Catalogne se trouve mieux exprimé. Tous les tacteurs du secteur antifasciste sont représentés au conseil.

Les anarchistes ont été et restent des adversaires résolus des régimes totalitaires : fascistes ou bolcheviks. Ils croient que toutes les fractions ouvrières et antifascistes ont le droit à la parole, au travail, à la critique. Ils n'entendent brimer personne. Ceci ne veut cependant pas dire que l'on se laissera submerger par les mensonges et les procédés déloyaux des politiques professionnels.

La vie économique de la Catalogne se trouve virtuellement entre les mains des organisations syndicales. Le conseil de la généralité en est l'expression sur le terrain social et politique. La participation de la C.N.T. à ce conseil, a provoqué dans la presse bourgeoise et marxiste des commentaires où le mensonge voisine avec la candide ignorance. Les journalistes bourgeois et marxistes constatent, avec une touchante unanimité, un prétendu changement d'attitude de la C.N.T. et, entraînés par leur imagination de compilateurs, s'empressent de proclamer que la C.N.T. a rompu avec sa position politique traditionnelle pour se transformer en organisation de gouvernement. Il n'en est cependant rien. La C.N.T. groupe des millions de travailleurs et contrôle, en collaboration avec l'U.G.T., la production dans les régions où le fascisme a été chassé. Il est plus que normal que ses représentants siégent dans les conseils où se concentrent toutes les énergies, où l'on coordonne tous les efforts. Les journalistes qui ne voient dans ces conseils que la forme traditionnelle des gouvernements se trompent ou sont victimes du dictionnaire. Car le mot gouvernement a une signification précise consacrée par les faits sociaux que nous rapporte l'Histoire et que nous observons aujourd'hui. Il exprime une réalité sociale déterminée. Cette réalité sociale, c'est la domination d'une classe de privilégiés sur la multitude qu'elle exploite. Le trait le plus typique d'un gouvernement c'est qu'il échappe au contrôle de la multitude d'exploités. Les anarchistes ont toujours été et restent adversaires des gouvernements mais ils ne sont pas contre les organes exécutifs que les organisations des travailleurs se donnent. Le conseil de la Généralité de Catalogne n'est pas autre chose. Ce n'est pas la prose de ces Messieurs qui y changera quelque chose.

CHARLES ROBERT.

PUIGCERDA, 17 septembre 1936. B. H.

## L'ORGANISATION du self-government du peuple en Catalogne

À la suite de l'accord intervenu entre les groupements antifascistes Barcelone, les organismes dirigeants de Catalogne ont subi un changement que l'on peut qualifier, sans exagération de radical.

Le gouvernement Casanova, composé des représentants du parti de Companys (la gauche catalane) a été remplacé par un conseil de la généralité de Catalogne. Ce conseil est composé de 3 représentants de la C.N.T., 3 représentants de l'U.G.T. (Centrale syndicale de tendance marxiste), 3 représentants de la gauche catalane et 1 représentant du P.O.U.M. (communistes dissidents n'adhérant pas à la III<sup>e</sup> Internationale).

Le comité central des milices qui, depuis le 19 juillet, était l'expression vivante de l'unité de toutes les forces antifascistes a transmis ses fonctions au nouveau conseil et s'est dissout.

Ainsi, l'ordre nouveau qui s'élabora en Catalogne se trouve mieux exprimé. Tous les tacteurs du secteur antifasciste sont représentés au conseil.

Les anarchistes ont été et restent des adversaires résolus des régimes totalitaires : fascistes ou bolcheviks. Ils croient que toutes les fractions ouvrières et antifascistes ont le droit à la parole, au travail, à la critique. Ceci ne veut cependant pas dire que l'on se laissera submerger par les mensonges et les procédés déloyaux des politiques professionnels.

La vie économique de la Catalogne se trouve virtuellement entre les mains des organisations syndicales. Le conseil de la généralité en est l'expression sur le terrain social et politique. La participation de la C.N.T. à ce conseil, a provoqué dans la presse bourgeoise et marxiste des commentaires où le mensonge voisine avec la candide ignorance. Les journalistes bourgeois et marxistes constatent, avec une touchante unanimité, un prétendu changement d'attitude de la C.N.T. et, entraînés par leur imagination de compilateurs, s'empressent de proclamer que la C.N.T. a rompu avec sa position politique traditionnelle pour se transformer en organisation de gouvernement. Il n'en est cependant rien. La C.N.T. groupe des millions de travailleurs et contrôle, en collaboration avec l'U.G.T., la production dans les régions où le fascisme a été chassé. Il est plus que normal que ses représentants siégent dans les conseils où se concentrent toutes les énergies, où l'on coordonne tous les efforts. Les journalistes qui ne voient dans ces conseils que la forme traditionnelle des gouvernements se trompent ou sont victimes du dictionnaire. Car le mot gouvernement a une signification précise consacrée par les faits sociaux que nous rapporte l'Histoire et que nous observons aujourd'hui. Il exprime une réalité sociale déterminée. Cette réalité sociale, c'est la domination d'une classe de privilégiés sur la multitude qu'elle exploite. Le trait le plus typique d'un gouvernement c'est qu'il échappe au contrôle de la multitude d'exploités. Les anarchistes ont toujours été et restent adversaires des gouvernements mais ils ne sont pas contre les organes exécutifs que les organisations des travailleurs se donnent. Le conseil de la Généralité de Catalogne n'est pas autre chose. Ce n'est pas la prose de ces Messieurs qui y changera quelque chose.

CHARLES ROBERT.

## LES MILICIENS NOUS ECRIVENT

### Une lettre d'Aubrion

Je reçois à l'instant ta lettre, qui, je t'assure nous a fait le plus grand plaisir. C'est avec joie que nous avons appris que le Libertaire augmentait son tirage et nous avons enfin vu les « huit pages ».

Nous espérons tous que notre lutte ici aura une répercussion profonde en France et qu'enfin le prolétariat français ne suivra plus aveuglément les tribuns... L'U.A. fortifiée pourra alors lutter avec succès contre « nos » fascistes et leur fermer la gueule.

L'article que publie le « Lib » du 25 septembre nous a tous fait plaisir et il fallait voir avec quelle ardeur nos copains espagnols tâchaient de le déchiffrer ; de voir qu'un journal français parle de leur colonie les enthousiasmait.

Vous parlez également du copain français mort à Belchite, Jean Bequé. Il est tombé près de nous, là même où Paco Zarzuelo a été blessé au bras (il est guéri à l'heure actuelle).

Voilà tout pour aujourd'hui. Tous les copains connus ou inconnus vous envoient leur salut libertaire. Ils n'ont pas passé ! Ils ne passeront pas ! Viva la F.A.I. ! et vive la Libertad !

ARMAND AUBRION.

## BILAN D'UNE SEMAINE DE LUTTE

Jeudi, 1er octobre. — Grande victoire du général Franco : il prend le pouvoir que lui cède, sans résistance, le bravé général Cabanelas. Par contre succès des milices catalanes à Monte Aragón et à Quinto.

Vendredi 2 octobre. — Les mineurs asturiens redoublent de vigueur dans le siège d'Oviedo. Succès des milices basques dans le secteur de Marquina. 50 miliciens résistent encore dans le séminaire de Tolède.

Samedi, 3 octobre. — Les Basques représentent en partie Ondarroa, Eibar et Durango résistent. Echec des fascistes à Sigenza. Succès des miliciens à Berga près de Tolède.

Dimanche, 4 octobre. — Les rebelles sont battus au nord et au sud de Madrid, notamment à San Bartolomeo de Pinares, où les Marocains de Franco furent pris entre leurs feux.

Lundi, 5 octobre. — Les fascistes sont de nouveau repoussés à Berga et à Navalperal. Les Basques résistent et même contre-attaquent le long du littoral où ils reprennent Motrico. Les milices catalanes s'emparent de l'aérodrome de Huesca.

Mardi, 6 octobre. — Les mineurs asturiens avancent sur Oviedo et même ils auraient pénétré dans la ville par trois points différents. Rien n'indique sur le reste du front.

Succédant à une période alarmante, la semaine écoulée a vu se stabiliser la situation militaire. Et même qu'on assiste actuellement à un renversement de cette situation. En effet, les fascistes n'ont plus l'initiative des opérations.

De l'offensive ils sont réduits à la défensive. Après la prise de Tolède, ils se sont heurtés à ces

armées aventureuses en zone ennemie. Tel fut le sort de Dupont de l'Elang qui, lancé imprudemment en Andalousie (en 1808, Premier Empire) vit ses communications, avec le gros de l'armée française, coupées dans la sierra Morena, ne put les rétablir et dut capituler à

autre heureux symptôme de ce renversement de situation que nous sommes en droit d'espérer : les Basques et les Asturiens ont lancé des vagues offensives dont les objectifs furent atteints. Les premiers ont progressé le long de la côte cantabrique, repris Motrico et descendu sur Deva. Au sud, par leur avance, ils menacent Vitoria. Il y a trois semaines, je laissais prévoir que la conquête de la Biscaye et la prise de Bilbao seraient pour le Tercio et les requets un morceau très dur à avaler. Ces messieurs ont été abusés par le lâche abandon de Saint-Sébastien. Aussi « couraient-ils au péril... » mais ils « ont rencontré la guerre. »

Les Biscayens assurent que ces succès sont dus en grande partie à la réalisation du commandement unique. Je ne suis pas loin de le croire ayant ici même évoqué les avantages militaires qu'il présente.

Quant aux Asturiens, ils ont pénétré dans Oviedo après avoir durablement bombardé cette ville qui résistait à leurs assauts.

# A GENÈVE

J'ai lu attentivement les déclarations de Léon Blum à Genève. J'aurais voulu voir l'affirmation d'une politique nouvelle à la mesure des événements qui menacent de bouleverser le monde. Je n'ai vu que les solennités redites où s'embourbent les gouvernements français depuis la guerre.

Léon Blum nous assure qu'il démeure optimiste. Grand bien lui fasse. Que ne pouvons-nous partager avec lui ce sentiment ! Il ne nous suffit pas, en effet, de savoir que les amitiés de la France sont parfaitement intactes, qu'elles ne sont pas inquiétées ni ébranlées. Tout cela ne nous dit rien qui vaille. Nous savons trop les conférences de ces sympathies que nous prodiguent l'Angleterre, la Russie, et, depuis peu, la Pologne.

Pour le moment, nous n'ignorons pas que l'amitié de l'Angleterre a conduit le gouvernement Blum à prendre l'attitude qu'on sait dans les événements d'Espagne. Si la France, en effet, a refusé dès le début de la révolution et avant même que sa décision eût pu mettre la paix en danger, de ravitailler en armes et en munitions les troupes loyalistes, c'est que le gouvernement de Londres qui possède de gros intérêts en Espagne et qui ne se soucie pas de voir le prolétariat espagnol se libérer du régime capitaliste et, par conséquent, de la domination du capital étranger, a immédiatement signifié au quai d'Orsay que celui-ci dût rester neutre.

On sait, par ailleurs, que le pacte franco-soviétique, *pacte impérialiste*, n'est qu'une réédition de l'alliance franco-russe d'avant-guerre, qu'il vise au même but qui est l'encerclement de l'Allemagne et qu'il risque ainsi d'aboutir aux mêmes effets, c'est-à-dire à la guerre. Que, par ailleurs, le gouvernement français s'efforce de ressusciter le traité de Locarno en provoquant une conférence des puissances signataires, cela prouve simplement qu'il mise sur deux tableaux, essayant de contenir l'impérialisme germanique en l'enfermant ici dans une impossibilité juridique d'agir, et là dans une crainte saluaire d'une guerre où le rapport des forces jouera contre lui. Cela peut être d'une excellente politique française.

Mais cela ne saurait passer ni pour une politique pacifique ni pour une politique prolétarienne.

Quant aux négociations ouvertes entre Paris et Varsovie, nous avons dit précédemment ce qu'il faut en penser et comment elles s'inscrivent sur le fond de la politique traditionnelle de l'impérialisme français.

Nous le répétons : Est-ce ce que désirent les masses du Front Populaire ? Nous ne le pensons pas. Les masses populaires veulent la paix, et c'est pour la guerre, nous voulons dire en vue d'une guerre considérée comme inévitable, que travaillent nos négociateurs genevois. A tout le moins l'action de Blum tend au maintien du statu quo, c'est-à-dire à la cristallisation de l'Europe sur la base des traités de violence qui ont terminé la guerre.

Politique de la S.D.N... Elle a donné dans le passé les résultats qu'on connaît. Elle n'en donnera pas de meilleurs à l'avenir. On ne s'étonnera donc pas que nous refusions de nous y associer et aussi que nous dénoncions tous ceux qui prétendent entraîner la classe ouvrière dans l'impassé mortelle de la sécurité collective. On nous dit pourtant que, sous l'influence du parti dit communiste, ce redoutable mensonge de la guerre pour défendre la paix recueille l'adhésion de nombreux travailleurs qui n'ont pas encore clairement compris le rôle exact de la S.D.N. Il convient donc, à cet égard, d'établir les faits et d'affirmer qu'une guerre, quelle qu'elle soit et de quelque manière qu'or la présente, ne doit jamais être acceptée par le prolétariat. Que le président de la F. S. I., Citrine, ait pu prétendre le contraire lors du Congrès de cette organisation, c'est là une preuve de la nécessité d'une propagande qui remette les choses en place et se rafraîchisse aux sources pures de l'internationalisme ouvrier.

Pour conclure sur l'action de Blum à Genève, nous répétons que moins que jamais la classe ouvrière de ce pays ne doit s'en remettre à un gouvernement du soin d'assurer la paix ! Seule, l'action vigilante et hardie du prolétariat peut s'opposer au déchaînement des appétits impérialistes.

LASHORTES.

## Dévaluation, partis et classes

(Suite)

Quels seront dans le bouillonement de la dévaluation, la situation et le comportement des classes ?

Devant la dévaluation la classe capitaliste se partage en deux clans. Chaque clan attache à son destin une fraction correspondante de la bourgeoisie.

### LE CAPITAL A REVENUS FIXES

Les bénéficiaires de revenus fixes voient fondre leur pouvoir d'achat. La plus-value du capital représentée par le renchérissement général des valeurs, meubles et immeubles, ne compense que moralement l'amputation des revenus.

L'abaissement du loyer de l'argent constitue la deuxième partie de l'opération, la deuxième phase du saignement. Non seulement les 4 1/2 % de la rente ou les 5 % de l'escompte représentent un pouvoir d'achat diminué, mais encore le rentier et le banquier se trouveront placés devant une nouvelle conversion des rentes et l'abaissement du taux d'intérêt. Car la dévaluation est à double face. Elle s'accompagne d'une déflation forcée.

L'abaissement des revenus aura par ailleurs une influence directe sur la circulation de la masse des crédits.

L'insécurité des placements fut la cause d'une stagnation dans la circulation fiduciaire.

Pour un grand nombre de prêteurs français, l'attrait de l'intérêt ne balançait plus la crainte de sacrifier le capital.

La dévaluation et la confiance porteront au contraire le prêteur à compenser l'abaissement du pouvoir d'achat des revenus d'un certain capital, par l'augmentation du capital prêté. Des capitaux théorisés se trouvent rendus à la circulation.

Ceux qui n'attendaient que la confiance et le démarquage économique pour relancer leurs crédits compenseront largement par la masse d'amoindrissement du taux et du pouvoir d'achat.

Mais pour ceux dont le capital est jeté tout entier dans la circulation, nulle compensation n'est possible. Cette classe descendra d'un degré vers le prolétariat ou s'en ira grossir le troupeau du fascisme.

Donc, le côté capital-argent est frappé tout entier par la dévaluation. Seulement, il existe dans cette classe ceux qui s'enfoncent un peu plus dans la misère et ceux qui sont assez grands et assez souples pour surmonter l'immersion.

### LE CAPITAL A REVENUS VARIABLES

Tandis que le capital-argent par l'organe de Caillaux faisait entendre son mécontentement, Paul Reynaud formulait à la Chambre un certain nombre d'avertissements au nom du capital industriel.

L'industrie est devenue la pierre de touche du capitalisme. De son développement dépend toute la vie du système. L'industrie a traversé la crise dans des conditions qui mettaient en danger ses possibilités d'existence. La nécessité d'extérioriser était compromise par le niveau élevé des prix or. Le renouvellement du capital fixe (machines, etc.), s'étioitait avec la rareté des crédits.

La dévaluation fut donc conçue comme un renflouement du capitalisme industriel. Mais s'il prétend s'avantage de l'expérience, ce qui ne prétend pas en supporter les méfaits. Les articles additionnels (échelle mo-

bile, mesures d'aide aux classes moyennes) furent repoussés sous la pression patronale. Fort de cette première victoire le capital industriel précise ses exigences. (Le 2 octobre, la Confédération Générale du Patronat français demandait au gouvernement de se soucier à l'application de la semaine de quarante heures). Le motif invoqué est l'abaissement nécessaire des prix de revient français, c'est-à-dire une augmentation du profit capitaliste.

Il est, d'autre part, beaucoup question du « climat » ou de l'atmosphère de l'expérience. En langage moins imagé, c'est à l'insécurité sociale que fait appel le patronat. Mais une paix sociale sans compensation matérielle ne sait convenir au travailleur. Il faut donc s'attendre sous peu, de la part du capital à revenus variables (commerce, industrie), à un redoubllement de lutte ayant pour prétexte la volonté de maintenir l'atmosphère et pour raison profonde la réaction aux exigences du prolétariat.

Parallèlement à la lutte contre le prolétariat, le capitalisme industriel réclame du gouvernement une compréhension « nationale ». L'outil gouvernemental, s'il ne lui fait pas défaut pour l'instant, n'est pas du moins à sa discréption. On évoque Poincaré. L'Union nationale est indispensable à l'expérience monétaire. Il faut que le Gouvernement se charge de juguler la volonté prolétarienne. On repart de liberté économique et de liberté tout court. On sait quel usage le capital fait de la liberté bourgeoise.

En un mot le capitalisme industriel exige que le Front populaire soit brisé. Toutes les forces seront mobilisées à cet usage. Et, si le fait, l'industrie fera subir une entorse momentanée à son profit pour l'entretien d'une atmosphère de lutte. Elle compte entraîner dans ce mouvement ceux que la dévaluation a frappés et qui veulent des dédommagements et ceux qu'elle avantage et qui entendent conserver cette plate-forme. C'est sur ce compromis que va revivre, fleurir et s'épanouir le fascisme.

La dévaluation s'inscrit sous le signe de la lutte économique et d'un renforcement parallèle de la guerre sociale.

Les classes moyennes se soustraien peu à peu au contrôle prolétarien ; le Front populaire apparaît de plus en plus comme l'outil de la petite bourgeoisie. Le radicalisme empêche déjà dangereusement sur les conquêtes ouvrières. Le Front populaire sera brisé comme le fut son modèle espagnol. Tout Daladier, tout Chautemps est promis au destin des Leroux.

Le mouvement ouvrier a le devoir de surmonter la paralysie du Front populaire. Où trouvera-t-il ce courage ? Dans la connaissance de sa misère et dans la conscience de sa force.

Luc DAURAT.

(1). Suite du n° 516.

### UNION ANARCHISTE GROUPE DE BAGNOLET

#### GRANDE REUNION PUBLIQUE

Vendredi 9 octobre à 20 heures 30.

Préau Jules-Ferry

#### LA POSITION DES ANARCHISTES SUR L'ELECTORALISME

Orateurs : Frémont, U.A., Ringeas, J. A. C., Doutreau, Patorni, P.I.I.

# A bas le blocus ! La dévaluation et la paix

Voici donc frappé le grand coup « pacifiste » annoncé par Blum dans son discours de Luna Park !

En dévaluant le franc après avoir obtenu le concours de l'Angleterre et de l'Amérique, le gouvernement Blum, annonce le *Populaire*, déclare la paix au monde. Et aussitôt d'annoncer le retour à l'âge d'or, l'embrassade générale, l'idylle universelle au sein de la prospérité retrouvée.

Joie, joie ! Pleurs de joie !

Loin de nous, certes, la pensée de méconnaitre l'importance que présente pour une éventuelle détente des antagonismes impérialistes, presque parvenus au point de rupture, la déclaration franco-anglo-américaine du 25 septembre. Mais il faudrait s'entendre sur cette importance et sur l'incidence sous laquelle elles semble de nature à jouer dans la terre de partie engagée sous nos yeux en Europe entre les vainqueurs et les vaincus de 1918.

Il faut remarquer quoique tout à fait normal, c'est — nous allons le voir — d'une tout autre manière que celle dont les thuriféraires blumistes nous rebatent les oreilles, que nous reconnaissions cette importance — conditionnelle — et que nous concevions cette incidence — indirecte.

Il est à coup sûr plaisant d'agiter, comme le font actuellement toutes les plumes et toutes les voix officieuses, les perspectives enchanteresses de l'abaissement des barrières douanières, de la réduction ou de l'abolition des contingents, bref du détachement des liens qui paralyssent le marché mondial, asphyxiant dans le partage national les économies et exaspérant les rivalités.

Pourtant, ce n'est pas, depuis la venue de la crise, les diagnostics et les thérapeutiques adéquats qui ont manqué, mais bien la volonté d'agir, parce que cette volonté eût dû briser avec les ressorts inavouables d'un régime basé sur l'égoïsme sacré de la concurrence impérialiste et sur l'égoïsme encore plus sacré des exploiteurs capitalistes.

On comprend peut-être aussi l'importance réelle que l'*agrément* monétaire franco-anglo-américain pourraient avoir, à titre immédiat, pour la paix, si l'impérialisme britannique, qui n'a actuellement mal intégré à la guerre, a profité de la nécessité ou l'impérialisme français se trouvait de dévaluer sa monnaie, pour lui faire payer l'indispensable concours anglo-saxon d'une renonciation à la politique versailleuse d'alliance franco-soviétique, nouée par Barthou et Herrion, et approuvée par Blum... jusqu'à ce qu'il ait vu où elle conduisait.

### BERAT.

P.-S. — Les toutes récentes déclarations de Blum à Genève sur « la fidélité de la France à ses amitiés » et sur le futur Locarno, décidément en voie de résurrection malgré Litvinov, ses entretiens avec ledit Litvinov et les ministres de la Petite Entente, le silence total gardé par toute la presse française sur le discours, pourtant capital, d'Eden, montrent bien le caractère oblique et incertain de la politique extérieure du président du Conseil.

Blum, de toute évidence, flotte entre la pression anglaise et Staline qui tire les ficelles « versailles » de la Petite Entente.

Le dénommé Péri, porte-plume du Kremlin, s'affirme rassuré tout en multipliant les obligations farfelues et les menaces onctueuses.

Le jeu de la paix et de la guerre continue donc sans que les ouvriers, les paysans et les classes moyennes qui en feront les frais, y comprennent goutte, sans que rien ne soit fait, ni chez les socialistes, ni à la C.G.T., pour qu'ils y comprennent goutte.

B.

### COMITÉ ANARCHO-SYNDICALISTE

## Le Meeting du 1<sup>er</sup> Octobre

Malgré les quatre meetings qui se tenaient dans Paris, le même soir, la salle était pleine quand *L'entente* ouvrit la séance à 21 heures.

Ringeas, premier orateur, exposa le point de vue de l'U.A., à savoir que si, en raison de son indécision du début, le Gouvernement est contraint maintenant de rester neutre, la classe ouvrière, elle, se doit d'agir rapidement, par-dessus ses chefs et le Gouvernement, pour apporter son aide efficace au prolétariat espagnol. « Il faut, dit-il, créer une psychose de solidarité morale ».

Montel nous demande de prendre partout la défense de la révolution espagnole, calomniée par toute la presse pro-fasciste.

« Ce n'est pas une guerre, mais de la légitime défense ».

Mirande, retour d'Espagne, analyse le mouvement déclenché par les généraux fascistes, avec l'aide du clergé et de la haute finance. Puis il nous parle avec enthousiasme des réalisations des milices antifascistes qui, partout où elles passent, instaurent le communisme libertaire.

Alfonso de Miguel fait un vibrant appel à l'union de toutes les forces antifascistes de France car, si le fascisme triomphait en France, toutes les portes du monde lui seraient ouvertes. « Celui qui ne saurait pas comprendre l'utilité de cette union, par sectarisme ou autrement, ne serait pas révolutionnaire, mais petit bourgeois ».

Boudouz, remplaçant Besnard, exalte l'œuvre des compagnons anarchistes de la F.A.I. et de la C.N.T. sous l'impulsion de qui la Catalogne a pu barrer la route au fascisme.

Sébastien Faure situe exactement la guerre civile d'Espagne. D'un côté, la vieille Espagne des « Grands » et des prêtres, qui ne veut pas succomber. De l'autre, la jeune Espagne qui veut naître et vivre. Cette guerre de classe ne veut pas changer un régime pour un autre, mais instaurer un monde nouveau.

Puis Dalti, de la Généralité de Catalogne, nous dit que si le fascisme international ne déclenche pas la guerre, ce n'est ni une question de neutralité, ni une question d'intervention qui l'en empêche, c'est simplement parce qu'il n'est pas sûr de vaincre.

A l'issue de la réunion, l'ordre du jour suivant fut voté à l'unanimité :

### ORDRE DU JOUR

Les travailleurs Parisiens, réunis au nombre de trois mille dans la grande salle de la Mutualité,

envoient leur salut fraternel et enthousiaste à leurs frères d'Espagne, en lutte pour ouvrir la brèche fatale dans l'étau du fascisme international.

Protestent contre le refus des armes qui leur est fait, alors que tous les fascismes armé à outrance ceux qui luttent pour la réaction en Espagne.

Demandent aux organisations ouvrières de faire le nécessaire en alimentant nos camarades de tout ce qu'ils ont besoin, pour la réussite de leur lutte émancipatrice.

Se séparent aux cris de :

Vive le peuple espagnol.

Vive la lutte antifasciste.

Vive la Révolution sociale.

### Les Jeunesse Libertaires Espagnoles en deuil

## La mort de Senderos

Le journal de la Fédération Ibérique des Jeunesse Libertaires, Juventud Libre, nous a rapporté la pénible nouvelle de la mort d'un de ses meilleurs militaires, de son directeur, le camarade Senderos.

Senderos, bien que tout jeune encore, était un des éléments les plus éprouvés du mouvement espagnol.

Il avait souffert des persécutions nombreuses pour notre cause, sacrifiant sa famille carrière de médecin à la défense des travailleurs.

A maintes reprises, il connut les poursuites et la prison. La défaite électorale des droites en février le fit sortir de prison où il avait été condamné à quinze ans, pour sabotage.

Dès sa sortie de prison il fut de toutes les luttes, de tous les combats.

Senderos avait assumé des fonctions importantes dans la C.N.T



